



De l'opération spéciale à la guerre : la Russie change de stratégie

L'esprit d'Anchorage est mort, et Moscou ne parle plus "d'opération militaire spéciale" mais de guerre. Une requalification lourde de conséquences, qui ouvre la voie à un élargissement du conflit bien au-delà du Donbass.

René Zittlau

mar. 14 juil. 2026 9 min de lecture

Introduction

Récemment, un esprit a trouvé le repos : l'esprit d'Anchorage. Personne ne le connaissait personnellement ; il n'avait jamais révélé son identité à qui que ce soit. Il n'existait pas non plus de documents le décrivant. Et pourtant, il était sur toutes les lèvres, même si ceux qui avaient participé à cette « invocation » de l'esprit l'avaient interprété de manières très différentes, voire diamétralement opposées.

Puis le moment est venu : en quelques heures à peine, le président russe et son ministre des Affaires étrangères se sont exprimés sur cet esprit, suivis en cascade par d'autres figures de premier plan de la politique russe.

Alors que le ministre des Affaires étrangères Lavrov l'a enterré — brièvement, succinctement et d'une manière qui ne laissait aucune place au malentendu —, la façon dont Vladimir Poutine a ensuite fait ses adieux à ce « fantôme » a conduit certains observateurs à spéculer sur des divisions au sein de la direction russe.

Les événements de ces derniers jours ont mis fin à ces spéculations. L'« Esprit d'Anchorage » n'a plus pied en Russie. La voie est désormais libre pour un autre — aux yeux de tous.

Le processus de remise en question

Le conflit en Ukraine — l'« opération militaire spéciale » — a laissé beaucoup de monde perplexe dès le début quant à la manière dont la Russie entendait atteindre ses objectifs déclarés : la démilitarisation et la dénazification comme conditions préalables à la neutralité ukrainienne, ce qui doit nécessairement impliquer un renoncement à l'adhésion à l'OTAN. Plus le conflit s'éternisait, plus ces spéculations en Occident étaient réinterprétées comme un signe de faiblesse de la Russie. Toutes les limites fixées par la Russie — les fameuses « lignes rouges » — ont été ignorées et franchies, tandis que l'Ukraine était inondée d'armes, d'argent et de la certitude que l'Occident soutiendrait en toutes circonstances la clique illégitime de Kiev, et qu'ensemble ils mettraient la Russie en pièces. Si ce n'est pas aujourd'hui par l'Ukraine seule, alors d'ici 2029 ou 2030 au plus tard, ensemble, « côte à côte » avec l'OTAN.

Tel est le contexte des décisions qui ont pris forme au sein de la direction russe — aux yeux de tous — sur une période de plusieurs mois. L'attaque ukrainienne par drone, l'automne dernier, contre la résidence du président russe à Valdai et un centre de commandement voisin des forces nucléaires russes peut être considérée comme le point de départ.

L'Ukraine ne peut mener seule des attaques de ce type. Les drones utilisés n'auraient pas pu être fabriqués sans l'aide occidentale ; d'un point de vue technique, les coordonnées des cibles ne pouvaient provenir que des États-Unis ou du Royaume-Uni ; et l'Ukraine a reçu des États-Unis les itinéraires menant aux cibles spécifiées, sur la base de données satellitaires et de renseignement américaines.

De nombreux éléments laissent penser qu'à partir de ce moment-là, les dirigeants politiques et militaires russes ont scruté chaque geste de l'Occident dans son ensemble — et des États-Unis en particulier — afin de s'assurer qu'il était conforme aux accords conclus en Alaska, cet « esprit d'Anchorage » si souvent invoqué par la partie russe. Poutine s'est abstenu de critiquer publiquement le comportement des États-Unis et a multiplié les gestes de bonne volonté à l'égard de Trump ; cependant, Trump et son entourage, dans leur arrogance, les ont interprétés uniquement à travers leur prisme américain.

L'aube d'une nouvelle réalité de guerre

Une telle approche arrogante et autoritaire de la part des États-Unis — suivis en cela par l'OTAN et l'UE — ne pouvait que pousser la Russie à prendre des décisions dont la mise en œuvre créera une nouvelle réalité de guerre en Ukraine et peut-être au-delà. L'attitude prudente de la Russie envers les États-Unis dans le conflit iranien aurait également pu servir d'avertissement aux États-Unis et à leurs vassaux. Mais le comportement rationnel ne fait pas partie du code de conduite des dirigeants occidentaux d'aujourd'hui. Bien des éléments donnent à penser que l'Occident a littéralement la tête sous l'eau — politiquement, économiquement et militairement — et que ses instincts de survie les plus élémentaires sont gravement altérés. On ne peut véritablement venir en aide à une personne qui se noie que si celle-ci est disposée à accepter cette aide.

C'est ainsi que, ces derniers jours et ces dernières semaines, la Russie a intensifié ses attaques contre l'Ukraine d'une manière à laquelle ni l'Ukraine ni ses soutiens ne semblaient préparés. La ville de Konstantinovka, d'importance stratégique, a été prise, et la ville de Liman, tout aussi importante, est sur le point de tomber.

Les frappes aériennes ont été spécifiquement étendues pour cibler Kiev, en particulier ses installations de production et de stockage. Les quatre attaques massives menées au cours des 14 derniers jours sont devenues de plus en plus intenses, précises et dévastatrices à chaque fois, les troupes russes ayant adapté leurs tactiques pour ne laisser aucun délai d'alerte aux Ukrainiens. Cela a des conséquences particulièrement graves pour l'industrie de la défense lorsque le personnel ne dispose pas des 10 minutes cruciales nécessaires à l'évacuation.

Trois hôtels 5 étoiles ont également été touchés, bien que l'Ukraine n'en ait même pas fait mention dans ses communiqués de propagande. La banlieue de Kiev, Vishnevoje, a été en grande partie détruite — non pas par des armes russes, mais par des explosions secondaires consécutives à une frappe de missile russe sur un immense dépôt d'armes situé dans la ville et contenant de grandes quantités de

munitions américaines. On parle également d'un grand nombre de missiles de défense aérienne Patriot. Il convient par ailleurs de noter que le stockage de munitions dans les zones urbaines est interdit en vertu des accords internationaux. C'est là encore une histoire qui a été complètement ignorée par les médias occidentaux.

Mais la véritable actualité de ces derniers jours était la suivante :

« Une guerre est en cours — une véritable guerre. Savez-vous pourquoi c'est une guerre ? Parce que tout a commencé par une "opération militaire spéciale". Elle se poursuit sous la forme d'une guerre parce que Kiev bénéficie du soutien de Berlin, de Paris, de La Haye, d'Oslo et, malheureusement, de Washington également. Parce qu'ils l'aident à viser à l'aide de leurs satellites et à diriger des armes étrangères vers nos cibles grâce à l'ensemble de leur infrastructure. Dans ces circonstances, nous devons prendre conscience d'une chose : le régime de Kiev est capable de tout. »

DMITRI PESKOV

C'est ce qu'a déclaré [Dmitri Peskov](#), porte-parole du président russe, dans une interview accordée au journal russe « Vesti » le 5 juillet 2026.

La portée de cette déclaration s'inscrit dans la continuité logique des propos tenus par le président Poutine et le ministre des Affaires étrangères Lavrov, que nous avons évoqués plus haut. Avant que les spéculations ne prennent le dessus, efforçons-nous de procéder à une analyse lucide des propos de Peskov.

Lorsque la Russie a lancé son opération militaire spéciale (OMS) en février 2022, les dirigeants russes l'ont décrite, tant sur le plan politique que juridique, comme une opération visant à libérer les Républiques de Louhansk et de Donetsk, qui avaient auparavant été reconnues par la Russie en vertu du droit international. Cela a défini le champ d'application de l'OMS comme étant limité aux territoires de ces régions, qui appartiennent désormais à la Russie.

Personne n'aurait pu prévoir comment les événements allaient se dérouler. Même si l'Occident faisait tout ce qui était en son pouvoir depuis 2014 pour transformer l'Ukraine en un pays anti-russe, il était impossible de prédire jusqu'où irait ce qu'on appelle « l'Occident collectif ». Les dirigeants russes espéraient probablement qu'un accord avec l'Occident concernant l'Ukraine pourrait être conclu à un moment

donné. Un accord AVEC l'Ukraine est devenu de plus en plus irréaliste en raison de l'évolution de la situation, d'autant plus que le président russe adopte une approche légaliste. Les dirigeants de Kiev, d'une part, manquent de légitimité et, d'autre part, ont démontré à maintes reprises qu'ils n'étaient pas capables de négocier.

Le Donbass — c'est-à-dire les régions de Louhansk et de Donetsk — est sous contrôle russe, à l'exception de quelques kilomètres carrés. Avec la prise de contrôle définitive de ces zones, les dirigeants russes ont besoin d'une base pour lever les restrictions territoriales pesant sur l'opération militaire spéciale (OMS) dans le Donbass.

En citant explicitement les pays occidentaux participants et en précisant la nature de leur implication, il sera difficile pour l'Occident de réfuter la qualification de son implication comme une guerre contre la Russie.

Conclusion

La référence verbale à une « guerre » n'est pas nouvelle. Dès le 22 mars 2024, Peskov avait fait les remarques suivantes dans une [interview accordée à « Argumenty i Fakty »](#) :

« Nous sommes en état de guerre. Oui, cela a commencé comme une opération militaire spéciale, mais dès que cette clique s'est formée là-bas et que l'Occident tout entier est intervenu dans le conflit aux côtés de l'Ukraine, c'était déjà une guerre pour nous. J'en suis convaincu. Et tout le monde doit le comprendre afin de s'y préparer mentalement. »

DMITRI PESKOV

La Russie fondait manifestement de grands espoirs sur la volonté du président américain Trump de faire la paix et évitait pratiquement toute critique à l'égard de son comportement. La rencontre d'Anchorage doit être considérée dans ce contexte. Cependant, à mesure qu'il devenait de plus en plus évident que, d'une part, Trump ne pouvait pas l'emporter face aux faucons aux États-Unis et que, d'autre part, il n'en avait probablement même pas envie, un processus de remise en question s'est engagé au sein des dirigeants russes, qui s'est prolongé pendant des mois.

Lorsque Peskov a évoqué un « état de guerre » en 2024, cette formulation laissait encore place à l'interprétation. Aujourd'hui, il déclare : « Nous sommes en guerre — une véritable guerre. » Et il nomme les parties en présence.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Poutine, Vladimir Trump, Donald L'Europe Russie ÉTATS-UNIS L'OTAN